

## Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Commerce

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

## Halles et Marchés - Exonération de redevances - Rachat de fonds de commerce - Approbation

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

### 1- Marché Comédie – exonération de redevances

Dans le cadre de la stratégie d'extension et d'embellissement du cœur de métropole, d'importants travaux sont engagés sur les espaces publics de l'ensemble urbain formé par le secteur de la place de la Comédie et le secteur de l'Esplanade étendu au Jardin du Champ de Mars ; ce site emblématique de la centralité montpelliéraine correspondant à un périmètre opérationnel global de 8 hectares.

Plusieurs phases de travaux se sont succédées sur les deux secteurs Comédie et Esplanade en 2022 et 2023 notamment la création de fosses pour la plantation d'arbres ou encore le début des travaux de surface sur l'ensemble de ces secteurs. Les différentes phases de travaux se succèdent notamment en 2024 avec la création de la nouvelle grande fontaine ou encore les nouveaux aménagements sur l'allée centrale de l'Esplanade.

En cohérence avec les mesures prises en 2023 sur les deux secteurs Comédie et Esplanade et du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il est proposé à nouveau la mise en place d'une exonération des redevances pour le marché de la Comédie sur la période du 1er janvier 2024 au 30 septembre 2024 pour un montant total estimé à 24 192 €.

## 2- Halle Quatre saisons – Rachat de fonds de commerce

Par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2015, prise en application de la loi 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, dite « *loi PINEL* », tout titulaire d'une autorisation d'emplacement sur un marché peut présenter au Maire un successeur, sous réserve d'exercer son activité depuis trois ans. En effet, l'adoption de la loi PINEL confère à l'ensemble des commerçants non sédentaires des halles et marchés, un droit assimilable à un fonds de commerce.

M. FAUCON Patrick est titulaire de l'emplacement n° 20 d'une superficie de 28 m<sup>2</sup> dans les halles Quatre saisons. Il est titulaire de cette autorisation d'occupation depuis plus de 3 ans, n'a pas réussi à trouver de repreneur à présenter à la collectivité sur son activité « *Caviste et coquillages* » qui périclité sur l'équipement. Il est proposé que la collectivité se substitue au repreneur et se porte acquéreur de l'emplacement, ce qui permettra à terme d'y proposer une nouvelle offre dans l'intérêt d'un renforcement de l'attractivité des halles.

Compte tenu de l'ancienneté du commerçant, du produit commercialisé, de la clientèle attachée à ce commerce, de l'attractivité de la halle, la valeur du fonds de commerce est estimée à 28 000 € net vendeur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'exonération susmentionnée ;
- D'acquérir le fonds de commerce de Monsieur FAUCON Patrick au prix de 28 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n°20 de 28m<sup>2</sup> sur les halles Quatre saisons ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-271216-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).